

00:00:00:00	
00:00:00:04	<p align="center">Commission franco-qubécoise sur les lieux de mmoire communs</p> <p align="center">Tmoignages d'acteurs des relations franco-qubécoises</p> <p align="center">Entrevue avec Denis Vaugeois Vendredi 23 mars 2018, à Sillery</p>
00:00:07:15	
00:00:07:19	Robert Trudel : Bonjour M. Denis Vaugeois, nous sommes le vendredi 23 mars 2018, je vous remercie d'avoir accepté de donner à la Commission franco-qubécoise sur les lieux de mmoire communs votre tmoignage d'acteur des relations France-Québec, notamment dans les années 1960, 1970 et 1980.
00:00:28:29	Je m'appelle Robert Trudel et je travaille à la Commission depuis quelques années.
00:00:36:11	D'entrée de jeu, voici la question que je voulais vous poser pour lancer l'entrevue : comment avez-vous établi votre premier lien avec la France ?
00:00:50:03	Denis Vaugeois : Oh là là ! Mon premier lien ? Euh... mon premier lien c'est dans les documents. Évidemment, mon métier c'est mon premier métier c'est l'histoire. Donc je suis dans l'histoire de la Nouvelle-France, l'histoire de la France, je suis en France !
00:01:07:16	Alors une anecdote tout de suite là-dessus : j'étais à Paris quand Jacques Lacoursière a fait son premier voyage en France. J'étais allé l'accueillir à l'aéroport et là on est rentrés dans Paris... puis il y avait Pierre Gravel, un autre de l'équipe, qui était déjà à Paris donc depuis un certain temps, moi c'était mon deuxième voyage.
00:01:25:15	Donc on rentre dans Paris, mais pendant tout notre trajet dans Paris, celui qui nous expliquait ce qu'on voyait, c'était Jacques Lacoursière et c'était son premier voyage. RT : Seigneur !
00:01:35:23	DV : Donc c'était l'historien qui reconnaissait les lieux. Donc, pour moi c'est la même chose, je connaissais Paris avant d'y être allé. RT : Ah d'accord.
00:01:43:06	DV : Et c'est inévitable. Mais mon premier contact physique, c'est en 63. RT : D'accord.
00:01:51:18	DV : Et l'année suivante j'y suis retourné, puis après ça, je compte plus les voyages que j'ai faits. RT : Eh bien je vous remercie.
00:01:58:21	Au cours des années 1960, pour le gouvernement du Québec, les relations internationales avec la France se caractérisent par plusieurs événements importants, que je vais mentionner, je pense que c'est utile de les avoir à l'esprit :
00:02:14:04	a) Il y a le voyage officiel du président de la république française Charles de Gaulle en avril 1960, où il vient à Ottawa, Québec, Montréal et Toronto, et Québec et Montréal c'est très important;
00:02:29:05	b) il y a l'ouverture de la délégation générale du Québec à Paris en octobre 1961;

00:02:36:01	c) suivie quelques années plus tard de la signature des premières ententes en culture et en éducation avec la France en 1965;
00:02:43:26	d) il y a bien sûr l'énoncé le 12 avril 1965 de la doctrine Gérin-Lajoie sur le prolongement externe des compétences internes du Québec;
00:02:53:15	e) il y a la création en avril 1967 du ministère des Affaires intergouvernementales;
00:03:00:29	f) bien sûr, le grand voyage officiel du président français Charles de Gaulle, en juillet 1967.
00:03:08:13	g) les accords Peyrefitte-Johnson de septembre 1967.
00:03:13:23	h) sans oublier bien sûr la création de l'Office franco-québécois pour la jeunesse en 1968.
00:03:21:26	Vous avez, vous m'avez déjà mentionné que vous n'aviez pas de souvenirs très précis du voyage du président Charles de Gaulle en avril 60, ni de l'ouverture de la délégation du Québec à Paris en octobre 61.
00:03:37:20	Mais en 65, vous êtes, alors que vous êtes directeur de la division de l'histoire à la direction générale des programmes et des examens au ministère de l'Éducation du Québec, sont signées des ententes très importantes en ce qui concerne l'éducation et la culture.
00:03:56:24	À ce moment-là, comment êtes-vous influencé par ces ententes signées en 1965 ?
00:04:04:24	DV : Bien, il faut dire qu'on suit, on suit ce qui se passe dans le monde. D'ailleurs, ce qui caractérise cette époque-là, c'est on est à on vit un phénomène d'ouverture au monde.
00:04:18:14	Il y a des choses très nouvelles qu'on ne peut pas penser aujourd'hui, par exemple, aller à Paris avant 1960, c'était encore tout un voyage. Beaucoup le faisaient en bateau.
00:04:28:22	Et quand on le faisait en avion, c'était encore comme en bateau, ça pouvait prendre facilement quinze heures.
00:04:35:26	C'est en 59-60 que tout à coup on peut traverser à peu près dans le même laps de temps qu'aujourd'hui. Donc pour le voyage de de Gaulle, en 60 ou 61, RT : 60
00:04:46:20	DV : ça, honnêtement, j'ai pas de souvenirs. Mais je l'ai découvert récemment, grâce à vous d'ailleurs, et bon alors et c'est intéressant de le rappeler.
00:04:57:07	Mais pour la suite, l'ouverture de la Délégation, ben on lit les nouvelles, on voit ça, mais faut dire que la France pour nous autres, c'est aussi la décolonisation. Et c'est beaucoup ça qu'on surveille.
00:05:09:10	Ce qui se passe en Amérique latine. Ce qui se passe à Cuba, nous touche personnellement. D'ailleurs, on a plusieurs d'entre nous qui font déjà leur voyage à Cuba, puis certains reviennent comme membres du FLQ. C'est ça qu'on vit, là.
00:05:22:18	On vit les débuts de l'indépendantisme. Et le phénomène de la décolonisation, au moment des accords de 65, je suis encore professeur de l'école normale. Et je m'en souviens très bien, parce que, c'est très important même pour moi.

00:05:38:15	Dès qu'on entend les possibilités de faire des stages en France, je suis de ceux qui font application. Et au début de 65... d'ailleurs j'ai des problèmes avec les dates parce que il me semble que ça coïncide quasiment, on dirait que Gérin-Lajoie, déjà, nous invite à aller faire des stages en France, avant même que les accords soient signés.
00:05:58:03	Faudrait que je vérifie, je l'ai retrouvée la lettre de Gérin-Lajoie. Alors, mais il reste que c'est très très près dans le temps. Et là on m'offre un stage en France comme professeur. Et on est deux ou trois de mon école normale à être à avoir été choisis.
00:06:11:22	Et effectivement, normalement, j'aurais dû pour le mois de septembre 65, partir pour Besançon, alors que je suis parti pour Québec ! Parce qu'entretemps, il y a un concours, on m'a invité à me présenter à un concours, j'ai été recruté pour le poste de Division de l'histoire. Donc j'ai renoncé à Besançon. Mais j'ai renoncé momentanément. Parce que je l'avais encore dans la tête. RT : D'accord.
00:06:36:10	DV : Faut dire que j'aurais été professeur dans une école normale de jeunes filles. Alors, je le regrette encore. RT : Je vois. Je vois.
00:06:45:12	Mais que représente, vous l'avez déjà mentionné il y a quelques instants, que représentent pour vous, jeune fonctionnaire, ces ententes en éducation et en culture avec la France ?
00:06:57:19	Est-ce que vous y voyez à ce moment-là le début d'une coopération élaborée avec la France, ou tout simplement des ententes ponctuelles sans lendemain ? Qu'est-ce que ça représentait pour vous et pour vos camarades, vos connaissances, vos amis, à l'époque, le fait qu'il y ait des ententes en culture et en éducation qui permettent notamment à plusieurs jeunes Québécois de se rendre en France ? Qu'est-ce que ça signifiait pour vous ?
00:07:23:18	DV : Ah ben c'est c'est l'ouverture. Écoute, on se pose pas trop trop ce genre de questions-là. Pour nous autres, la possibilité est là d'aller faire des stages, et puis ça nous intéresse. Écoute on est en pleine effervescence là ! On bouge beaucoup. Tout nous intéresse.
00:07:39:24	La révolution tranquille, c'est pas juste quelque chose d'abstrait. C'est notre réalité. Donc tout nous intéresse et on a le goût de voyager, et on voyage. On voyage vraiment beaucoup. Nous autres, on fait le journal <i>Boréal Express</i> à l'époque. Donc durant l'été on disparaît, on s'en va en France. On s'en va dans les archives, etc.
00:07:58:13	Donc pour nous autres, on pense pas à beaucoup plus loin que une opportunité de... c'est un complément de formation, d'ouverture. Et on lit ces auteurs-là, on les connaît. On va les côtoyer. La pédagogie c'est pas... Il y a des grands pédagogues français qu'on étudie, qu'on admire.
00:08:18:12	Beaucoup de philosophes français. Merleau-Ponty tiens il y a des noms qui me reviennent comme ça. C'est notre littérature. On va se... On va être plus prêts. On va être en contact.

00:08:27:29	Donc on pense pas politique, là. Ben, on pense toujours politique, en fait. Mais pour les accords, pour nous autres, ça démarre. Ça démarre.
00:08:36:17	Et pour l'ouverture de Gérin-Lajoie, il faut dire que Gérin-Lajoie de façon générale était un petit peu en avance sur son parti. Par exemple, prolongement international, c'était un petit peu en avance. C'était il y avait y avait comment qu'y appelait ça : Un statut particulier pour le Québec. Il a emmené cette idée-là assez rapidement.
00:08:57:02	C'est un homme qui avait des idées et ça nous plaisait bien. Ce qui ne nous plaisait pas, c'était le ministère de l'Éducation. RT : Ah bon !
00:09:04:25	Ah d'accord ! DV : Et Gérin-Lajoie, c'était correct ! RT : Je vois. Je vois.
00:09:11:15	Donc, justement, alors que vous êtes au ministère de l'Éducation, est créé le 14 avril 67 le ministère des Affaires intergouvernementales du Québec. Est-ce que vous vous souvenez comment vous avez perçu la création de ce ministère ? Parce que à l'époque, et même par la suite, bien sûr, beaucoup d'éléments de coopération internationale sont dans le domaine de l'éducation.
00:09:37:19	L'éducation étant bien sûr centrale, pour nous et pour nos relations internationales, à cette époque-là et encore maintenant. Et donc comment vous avez perçu la création du ministère des Affaires intergouvernementales, qui a été voulu par le premier ministre Daniel Johnson, donc création le 14 avril 1967 ?
00:09:59:19	DV : Bien... Je ne peux pas répondre de façon précise. C'était pas un événement extraordinaire. Sauf que le ministère des Relations fédérales-provinciales, on passait à une autre dimension. On jouait sur les mots. On n'a pas osé faire le ministère des relations internationales. On a fait un ministère des relations intergouvernementales. On était toujours en train de marcher sur des œufs.
00:10:22:12	Puis nous autres ça nous fatiguait ça, parce qu'on voulait les choses plus claires que ça. Mais il reste que c'était c'était un pas dans la bonne direction. Mais on peut pas reprocher à Daniel Johnson de pas avoir marché dans la bonne direction. Parce que si on se remet dans le contexte de l'époque, beaucoup de gestes de Daniel Johnson étaient des gestes audacieux.
00:10:39:04	Et puisque on va parler de coopération franco-québécoise, c'est clair que celui, le géniteur, c'est Gérin-Lajoie en un sens; il n'est pas le seul, mais lui a fait une part importante. Mais mais l'arrivée de l'Union Nationale au pouvoir, ça va être un accélérateur.
00:10:54:12	Alors, on ramène toujours la révolution tranquille entre 60 et 66, alors pour moi il y a un sacré élan qui est donné à partir de 66. Et d'ailleurs je dois ajouter que, les grands moments des relations internationales du Québec, c'est même à partir de 66, c'est sous l'Union nationale, ça va être sous les libéraux.

00:11:13:18	Curieusement là, on pense toujours que ça pourrait être le PQ là, non ! Le PQ a plutôt nui à beaucoup d'élans qui avaient été entrepris. Et tandis que donc la période sur laquelle on est actuellement, c'est les Affaires intergouvernementales.
00:11:32:09	Ça fracasse rien, pour l'instant c'est un signal, mais c'est un signal qui est intéressant. On dit bon, bien, qu'est-ce qui va se passer ? Mais avec Daniel Johnson, c'est toujours comme ça. Il y a toujours un petit coup d'audace et on sent qu'il va se passer quelque chose.
00:11:50:12	RT : Justement, ce ministère des Affaires intergouvernementales deviendra, comme vous l'avez mentionné, le ministère des Relations internationales, plusieurs années plus tard. Donc il y a le 14 avril 67 la formation du ministère des Affaires intergouvernementales et quelques mois à peine plus tard, il y a le fameux voyage officiel du président de la République française, Charles de Gaulle, en juillet 1967.
00:12:16:05	J'apprécierais que... vous entendre sur les dimensions qui vous interpellent le plus dans ce voyage et sur les leçons que nous pouvons en tirer. Quelle est la première dimension qui vous vient à l'esprit quand vous pensez au voyage du général de Gaulle en juillet 67 ?
00:12:36:15	DV : Ah bien ! Écoute... D'abord je pense que j'étais prisonnier. Parce que le jour où il a lancé son cri à Montréal, j'étais dans mon bureau de fonctionnaire, en train de terminer un document très important. Mais j'ai daté mon document, c'était le 26 juillet ?
00:12:52:01	RT : C'était le 24 juillet. DV : 24 juillet ! Alors mon document était daté, la dernière, à la fin c'était En ce 24 juillet 1967. Alors ce document-là, c'est un document officiel du ministère de l'Éducation.
00:13:05:21	Toute la journée, je terminais mon document et j'écoutais la radio; puis on voyait bien le crescendo dans les discours. C'était c'était inespéré. C'était inespéré. C'était beau. Puis quand j'ai des moments libres, je revois le film de Labrecque, je ne me tance pas. D'ailleurs ils en ont sorti un nouveau là ? RT : Oui, effectivement.
00:13:24:26	DV : Ils l'ont sorti des boules à mites. Alors j'ai autant de plaisir à le regarder. Écoute, c'était un très très grand moment. Mais faut dire que j'étais dans un environnement qui faisait que je n'étais pas sous l'effet de la totale surprise.
00:13:40:21	Le « Vive le Québec libre », on pouvait pas le prévoir. D'ailleurs, on sait pas trop si monsieur de Gaulle l'avait lui-même prévu. Je pense que oui ! Mais il reste que moi je connaissais les gens qui l'entouraient. Et je savais que... qu'il se préparait quelque chose, comme dans le suivi du voyage de de Gaulle, j'ai été très près de ces acteurs-là. Alors j'allais pas de surprise en surprise là.

00:14:05:25	Mais ce jour-là, c'est probablement le moment de plus grande émotion que j'ai pu vivre, même malgré la victoire du PQ par exemple en 76, c'était un beau moment, pour moi le cri de de Gaulle, c'est imbattable.
00:14:20:24	RT : Vous avez mentionné que vous connaissiez des membres de l'entourage de Charles de Gaulle. DV : De Charles de Gaulle : oui, OK. RT : Du président de la République, Charles de Gaulle. DV : Oui, oui.
00:14:32:07	RT : Et à qui faites-vous référence à ce moment-là ? DV : Bien principalement à Philippe Rossillon, que je connaissais personnellement.
00:14:40:23	Mon deuxième voyage en France, j'avais été en contact avec lui par Pierre Gravel, et Philippe nous avait prêté sa voiture pour faire une expédition de recherche à Bordeaux. J'étais allé après ça, toujours avec sa voiture, en Suisse, etc. Donc il était comme ça. Il était extrêmement généreux.
00:14:58:00	Et quand il venait ici d'ailleurs, il ne se gênait pas pour prendre ma voiture. Et coucher chez nous. Mais c'était donc un ami. Et il était super actif.
00:15:08:08	D'ailleurs, quand il venait au Québec lui, tous les ministres étaient prêts à le recevoir dans les heures qui suivaient. Il était extrêmement attendu et populaire. D'abord il avait une faconde extraordinaire.
00:15:18:20	Alors c'est un type donc qui nous annonçait un peu ce qui se préparait. Parce que le voyage de de Gaulle était pas improvisé et très planifié, et l'inséparable ami de Philippe Rossillon c'était Bernard Dorin. Alors les deux ensemble, je connaissais moins Dorin. J'ai appris à le connaître par la suite.
00:15:38:24	Mais à ce moment-là c'était vraiment Rossillon qui, et Rossillon aurait dû normalement être du voyage de de Gaulle. Mais, mais les gens se méfiaient de ce voyage-là. Ils voyaient bien les préparatifs. Et on s'est arrangés à la dernière minute pour que Rossillon manque son avion ou manque le bateau. Il n'était pas du voyage de de Gaulle. Mais je pense qu'il en avait profité pour aller chez les Acadiens à ce moment-là. RT : Ah d'accord.
00:16:03:17	DV : Et mais tout de suite après, il est réapparu dans le décor. Et on y reviendra dans vos questions, mais pour préparer Peyrefitte-Johnson, c'est clair que Rossillon est pas loin. RT : Ah d'accord.

00:16:15:00	Mais pour rester au voyage de juillet 67, quelle perception avez-vous des préparatifs qui ont été faits à ce voyage-là ? Vous y avez fait allusion. Le premier ministre Daniel Johnson se rend en France avant le voyage de juillet. Il est reçu bien sûr par le président de la République française Charles de Gaulle. Donc le Québec accorde un soin tout particulier à la venue de Charles de Gaulle, qui est invité d'ailleurs officiellement par le premier ministre du Québec Daniel Johnson lui-même. Est-ce que vous croyez que du côté du Québec, ce qui devait être fait avant le voyage a été fait ?
00:17:08:26	
00:17:10:26	DV : C'est compliqué, ça. Dès la création du ministère des Affaires intergouvernementales, là là les fonctionnaires avaient, j'ai pas vécu ça de près là, je raconte d'après ce que j'ai entendu. Les fonctionnaires avaient décidé de préparer un grand moment, un nouvel accord de coopération. RT : Ah c'est ça. DV : C'est ça qui était dans l'air.
00:17:31:15	Pour aller plus loin que les accords de 65. Et là ç'a été un gros branle-bas. Un gros branle-bas presque de combat et là on avait vraiment... on avait fait une enquête, dans tous les ministères, pour savoir quels sujets de coopération les intéressaient.
00:17:47:22	On a monté un énorme dossier avec lequel d'ailleurs Johnson est parti pour Paris pour signer le super accord de coopération.
00:17:58:18	Et on raconte que monsieur Johnson a finalement dit : « Non, non, j'aime mieux organiser des échanges ponctuels, puis des échanges d'ingénieurs, etc. et puis on va aller directement à l'action. »
00:18:12:20	La vérité probablement c'est que ça s'est su et le fédéral était pas capable de prendre ça et là-dessus Johnson a reculé. Johnson a reculé, a dit au général : « Vous viendrez nous voir. »
00:18:24:10	Mais le général est pas venu pour travailler un procès-verbal, là. Alors donc il a fait ce qu'il a fait et... mais quand il est parti, là le mot d'ordre était là. Hein ? Ce qu'on avait raté au printemps avec ce super document qui essayait de ratisser à peu près toutes les possibilités de coopération avec la France et qui avait avorté, il est quand même quelque part.
00:18:45:23	Et Dorin est pas parti de rien. Il y avait donc de la matière là qui avait été constituée. Et qui a été réunie. Et après ça, les Français ont mis leur grain de sel. Parce que dans le procès-verbal, il y a beaucoup de franco-français. Faut le lire comme ça. C'est pas...

00:19:01:27	<p>Les Français sont tellement habitués de faire de l'aide internationale, que ils peuvent pas ne pas en mettre un peu. Fait que il y a un petit peu un... un vent d'aide là-dedans. Tu sais ? Bon ! Mais il reste quand même que ce procès-verbal qui va arriver, c'est génial, on va en reparler peut-être, mais il reste que pour le voyage de de Gaulle, il a mis la table.</p> <p>RT : D'accord.</p>
00:19:21:24	<p>Et justement, pour le voyage de de Gaulle lui-même, à ce moment-là, vous étiez fonctionnaire du ministère de l'Éducation ?</p> <p>DV : Oui.</p>
00:19:33:24	<p>RT : Et de Gaulle arrive en bateau à l'Anse-aux-Foulons.</p> <p>DV : Oui.</p> <p>RT : Et il y a les journées que nous connaissons bien : l'arrivée à Québec et après le chemin du Roy et après l'accueil à Montréal et le discours – les discours – à Montréal parce qu'il n'en a pas fait qu'un, il a pas fait seulement le discours à l'hôtel de ville, il en a fait d'autres à Terre des Hommes, à l'Expo 67, il en a fait à l'Université de Montréal.</p>
00:20:04:22	<p>Est-ce que vous croyez que le voyage de de Gaulle, au-delà du discours du balcon de l'hôtel de ville a vraiment marqué l'histoire du Québec et je dirais même en un sens, l'histoire des relations entre la France et le Québec et même la place que le Québec a pu occuper par la suite dans le monde, carrément ?</p>
00:20:30:20	<p>DV : Bien oui, c'est sûr ! C'est sûr ! Il nous a vraiment mis sur la carte mondiale ! C'est... Il a secoué son propre monde. Autour de lui, on s'est dit : « Oh le général... » bon, je prendrai pas le terme trop vulgaire, mais on s'est inquiétés de l'état de santé mentale du général. Il y en a qui étaient vraiment estomaqués, déçus, inquiets.</p>
00:20:55:06	<p>Puis ici, bien on connaît les réactions. Même je pense que j'ai dit du bien tout à l'heure de Johnson mais je pense que Johnson trouvait que ça allait un peu trop vite, là. Puis monsieur Drapeau encore plus.</p> <p>RT : Oui.</p>
00:21:09:18	<p>DV : Donc, mais il reste que dans ses propos, dans chacun de ses discours, on sentait que c'était réfléchi. On sentait que les mots étaient pesés. On sentait une progression. Et quand à l'automne, il va faire une conférence de presse,</p> <p>RT : en novembre 67, oui.</p> <p>DV : à Paris, alors ça c'est génial ! c'est génial ! parce que là il donne un sens à tout ce qu'il a fait.</p>
00:21:30:11	<p>Puis il dit à ceux qui sont dans la rue : « Asseyez-vous tranquillement là, confortables sur vos chaises, puis écoutez ce que papa va vous dire. Il va vous expliquer l'histoire. » Puis il donne un vrai cours d'histoire, puis il n'y a pas d'erreur dans ce qu'il dit, c'est...</p>

00:21:44:06	<p>La seule chose qui m'a toujours amusé, c'est qu'il sait pas comment nous appeler. Il sait pas si on est des Français canadiens ou des Canadiens français. Ça c'est entre autres, une de ses embûches, ça. Mais c'est pas grave.</p> <p>RT : Oui.</p>
00:21:56:19	<p>DV : Mais il reste que c'est révélateur : il sait pas trop trop par quel bout nous prendre. Tu sais ? Est-ce que c'est des Français devenus canadiens ? Ou c'est... On est des Canadiens restés français. C'est une bonne question !</p> <p>RT : Oui, oui, non, c'est une bonne question.</p>
00:22:07:19	<p>Parce que en fait il a toujours été comme ça. Parce que en 1940, quand il fait l'appel aux Canadiens-français, pour lui c'est essentiellement des Québécois, mais il fait l'appel aux Canadiens-français, quand il vient en 1944, il parle des Canadiens français, en 1960 il fait là encore de très grands discours et il parle du Canada français, il parle d'une partie de notre peuple et il revient en 67 aussi de la même façon.</p>
00:22:38:07	<p>Il parle des Français du Canada, par rapport aux Français de France et chez lui il y a une, non pas une volonté, mais une perception due probablement à sa conception de l'histoire et sa conception de la France, que c'est une partie, nous sommes une partie du peuple français en Amérique et que cette partie du peuple français doit continuer à avoir des relations avec en un sens la mère-patrie.</p>
00:23:07:08	<p>Mais au-delà de ça, il est très conscient des réalités. Parce que de Gaulle, même ceux qui n'étaient pas d'accord avec ses politiques, de Gaulle reconnaissait les réalités. À plusieurs reprises, d'ailleurs il a dit : « On ne fait de la politique qu'avec les réalités. » On ne peut pas s'extraire des réalités.</p>
00:23:28:00	<p>Et sur ce plan-là, est-ce que vous vous souvenez de l'effervescence, vous avez parlé de l'effervescence de la révolution tranquille, mais de l'effervescence au moment de sa venue ? De l'effervescence quand il est arrivé à Québec, et la grande manifestation à la place de l'hôtel de ville à Québec, et par la suite son déplacement à Montréal où il arrête dans plusieurs villages, où il y a vraiment une effervescence populaire ?</p>
00:23:57:29	<p>DV : Non.</p> <p>RT : Est-ce que ça vous avait frappé à l'époque ?</p> <p>DV : Non. Ça c'est dans le film.</p> <p>RT : Ah c'est dans le film.</p> <p>DV : C'est dans le film. Moi je suis dans un bureau, enfermé.</p> <p>RT : Ah d'accord. Vous êtes, là vous faites référence au film de Labrecque.</p> <p>DV : Au film de Labrecque, oui.</p> <p>RT : D'accord. Entendu.</p> <p>DV : Oui, parce que... oui, oui. Ça va pas plus loin. C'est assez. C'était beau. C'était beau.</p> <p>RT : C'est déjà beaucoup.</p> <p>DV : Non, non. Autrement... non.</p> <p>RT : D'accord.</p>

00:24:20:03	Et donc, de Gaulle termine son voyage comme nous le savons le 26 juillet, il repart pour Paris et par la suite, il y aura la grande conférence de presse de novembre 1967 à laquelle vous avez fait référence.
00:24:42:01	Mais entre les deux, il y a un élément extrêmement important pour tous ceux qui s'intéressent aux relations entre la France et le Québec, et je dirais même pour les relations internationales du Québec : ce sont les fameux accords Peyrefitte-Johnson de septembre 1967, qui ont suivi le voyage officiel du général de Gaulle, qui ont suivi de très peu, en termes de semaines, c'est vraiment quelques semaines.
00:25:05:27	Donc, est-ce que vous maintenez le lien qu'il y a entre les projets qui avaient été envisagés en avril 67 pour signer un grand accord France-Québec au moment de la venue du général de Gaulle en juillet 67 d'une part, et d'autre part le fait que ces accords Peyrefitte-Johnson ont été mis au point dans un temps relativement court ?
00:25:40:01	Ils ont été mis au point dans un temps relativement court, est-ce que c'est essentiellement à cause du fait que nous au Québec nous étions très préparés et très désireux, préparés notamment depuis les travaux dans divers ministères à compter d'avril 67 ? Est-ce qu'il y a vraiment un lien entre les deux ?
00:26:00:13	DV : Ah pour moi, oui ! Pour moi, c'est sûr, c'est sûr ! Ça veut pas dire que Dorin a pas travaillé fort à partir du moment où on lui a donné une commande. Mais beaucoup de ces choses-là étaient dans l'air.
00:26:13:17	Et comme j'ai raconté tout à l'heure que j'ai failli partir pour Besançon, puis que finalement, je suis parti pour Québec, j'avais gardé le regret de ce stage que j'avais manqué. Et quand je vois Philippe Rossillon après le voyage de monsieur de Gaulle, du général de Gaulle, et là il me dit, il est avec Dorin, puis ils préparent la visite de Peyrefitte, alors il dit : « Il faut qu'on ait des idées ! Faut qu'on ait des idées ! »
00:26:44:16	Et là, je suis obligé je suis obligé de dire ce qui est arrivé. Moi je pensais à mon stage raté. Alors je dis : « À mon avis, il faudrait créer un organisme d'échanges de professeurs ! Absolument ! » Alors Rossillon a dit : « Ça c'est génial ! » Alors on a mis ça dedans.
00:27:01:15	Et comme je voulais pas que les gars du technique soient frustrés, on va en faire un aussi pour les gens du secteur technique. Puis après ça, tant qu'à y être, on va en mettre un pour la recherche scientifique. Tu sais et ça mon sens de développement, c'est le premier point, RT : Ah d'accord. DV : Du procès-verbal. C'est le premier point. C'est pas rien, là. Donc c'est pas la première fois aujourd'hui. Je plaide coupable. RT : Ah d'accord.

00:27:22:23	DV : Alors après ça, là avec Rossillon, c'était un feu d'artifices. Fait que là, tout y passait. Tout y passait, il oubliait à peu près rien, puis Dorin c'est une machine à idées aussi. Alors là, ça a donné le procès-verbal, extraordinaire. Puis tant qu'à y être, ils ont mis de l'argent ! On était à cinq millions.
00:27:45:06	On a dit : l'année prochaine on va monter à 22. L'autre après, on va monter à vingt – vingt-huit, je pense. On va monter à quarante. Ils avaient tout prévu : j'ai reçu, j'ai noté les montants là : cinq millions en 67, vingt-quatre millions en 68, trente-deux millions en 69 et quarante millions en 70. RT : Mon dieu !
00:28:03:04	DV : Écoute, c'est dans le procès-verbal ! Imagine... monsieur Johnson était était dans sa chambre d'hôtel en convalescence, donc il a pas vu passer les chiffres. Mais Bertrand était là, lui.
00:28:15:06	Bertrand devait se dire : Mon Dieu, qu'est-ce qu'on va faire ? Qu'est-ce qu'on va faire ? Puis il y avait Marcel Masse qui s'énervait à côté, qui était présent avec Jean-Noël Tremblay. Alors, Marcel, lui, il y avait rien de trop beau ! Puis, Jean-Noël Tremblay était un peu excité aussi.
00:28:28:12	Donc, eux autres, ils étaient pas pour mettre les freins. Mais il reste que, dans le procès-verbal, si on regarde comme il faut, c'est qu'il y a des choses qui ne sont pas décidées. Qui sont annoncées.
00:28:38:08	Mais on connaît pas la contrepartie québécoise, sur le plan budgétaire. On... les Québécois ont demandé des visites régulières, de ministres, etc. Et le procès-verbal dit : « On va vérifier à Paris, et on va vous revenir là-dessus. On va vous revenir là-dessus. »
00:28:54:07	Mais les idées sont là. Et on n'a – j'allais dire on n'a rien oublié – on n'a rien oublié. Mais il y a des choses qui n'y sont pas. Ça veut pas dire qu'on les a oubliées. On n'a pas pu les mettre. Parce que là, c'était de la dynamite. Par exemple, la question du satellite. RT : Ah oui !
00:29:14:10	DV : Ça c'est clair qu'il en était question. Puis c'était mûr, ça. Le satellite franco-québécois là... Parce qu'on a parlé par exemple de l'office franco-québécois; on a un modèle pour l'office franco-québécois. On avait un modèle aussi pour le satellite. Il était franco-allemand, le modèle.
00:29:30:06	Et donc on n'en parlera pas. On a comme ça des choses, comme l'uranium. Les Français s'intéressent beaucoup à nous parce que on pourrait être ressource d'uranium. Il y a beaucoup d'uranium au Québec. On l'exploite pas, parce qu'on a tout mis en Ontario, parce que c'est trop stratégique. Entre nos mains, ça... c'est vrai ! C'est Chalk River. Il n'y a pas de Chalk River au Québec.
00:29:51:22	Mais il y a de l'uranium. Et les Français le savent. Mais ça, on en parle entre les réunions, mais c'est jamais dans les procès-verbaux. RT : Ah d'accord !
00:30:00:04	DV : Une chose dont on ne parlera jamais dans les réunions et qu'on doit beaucoup à la France, mais ça on pouvait pas l'écrire : apprendre à vivre.

00:30:07:01	
00:30:08:01	<p>Les Français nous ont montré de la discipline dans les réunions par exemple. RT : D'accord. DV : Dans les réunions là, quand monsieur Badevant s'installait, il y avait chaque côté ses conseillers, mais il y avait que Badevant qui parlait.</p>
00:30:20:24	<p>Tellement que Arthur Tremblay a pris le moule et a dit dorénavant... Parce que, mais c'est ça qu'il faut faire ! Tu sais, si tout le monde parle un peu en même temps... Nous autres, les premières réunions, on disait : « Ils ont rien à dire ! » Puis celui qui parle, c'est celui qui connaît le moins les dossiers. Oui, mais il sait où il s'en va.</p>
00:30:35:22	<p>Alors, ça c'est, tout ce qui tourne autour du protocole, avant on s'assoyait à un bout de la table : le président à un bout de la table, puis son opposant à l'autre bout de la table. Avec les Français, on a appris à se mettre au centre de la table. Avec de chaque côté ses conseillers, mais pas dans n'importe quel ordre.</p>
00:30:51:29	<p>Alors, tout notre protocole, qu'on maîtrise bien aujourd'hui, probablement ceux qui en Amérique du Nord maîtrisent le mieux le protocole, ils sont au Québec, mais on l'a appris des Français. On avait même envoyé en stage à Paris Miville-Deschênes, pour apprendre. RT : Oh mon Dieu !</p>
00:31:06:04	<p>DV : Et encore là, monsieur Chapdelaine, par exemple, notre premier vrai délégué général à Paris, il arrivait des services diplomatiques canadiens, il avait... écoute, c'était notre professeur. Je pourrais raconter tellement d'anecdotes. Mais je vais en raconter une, rapidement.</p>
00:31:17:16	<p>En 70, je suis avec Marcel Masse, et je viens de m'acheter un habit neuf. Qui tire sur le vert. Quand, mais il est neuf, mon habit là ! Alors, monsieur Chapdelaine, il me voit arriver avec mon habit vert. Là il dit : « Vous pourrez pas porter cet habit-là, ici là ! »</p>
00:31:33:13	
00:31:34:28	<p>Et quand je suis parti, je vais le dire quand même, on est partis deux ou trois jours après pour la Belgique, il me dit, Chapdelaine, il venait avec nous autres, là il dit « Vous pourrez le mettre. »</p>
00:31:42:24	
00:31:45:04	<p>RT : Ah je vois ! C'est une... DV : Mais retiens la question du protocole. Je te jure que, on avait beaucoup à apprendre et puis on a beaucoup appris. Ça c'est un exemple. RT : D'accord.</p>
00:31:55:17	

00:31:56:17	En ce qui concerne toujours les accords Peyrefitte-Johnson de septembre 1967, vous y avez déjà fait allusion, vous en avez déjà parlé, du côté du Québec, quelle était l'équipe ? Je vous pose la question parce que Marcel Masse, peu de temps avant sa mort, avant sa mort, me disait : « Les accords Peyrefitte-Johnson, certes, mais ils auraient pu porter un autre nom. » Est-ce que... Qui faisait partie de l'équipe du Québec ? Est-ce que vous vous en souvenez ?
00:32:32:29	
00:32:34:05	DV : Donner des noms précis... non, je ne suis pas capable de donner des noms précis. C'est clair que Masse s'active. Jean-Noël est là, ça c'est sûr. RT : Vous parlez de Jean-Noël Tremblay. DV : Oui.
00:32:49:02	Dans les fonctionnaires, il y a certainement Arthur Tremblay et Claude Morin... Est-ce que Frégault est pas loin ? Probablement. Pas loin, Gaston Cholette. Ça c'est dans les...
00:33:03:26	RT : Et le premier ministre à ce moment-là, c'est monsieur Daniel Johnson, parce que l'accord porte son nom, mais est-ce qu'il est hospitalisé, à ce moment-là ? DV : Oui, non, il est à l'hôtel. RT : Ah il est à l'hôtel. DV : Il est à l'hôtel. Je pense qu'il est à l'hôtel Bonaventure, ou un hôtel de Montréal. D'ailleurs, à l'arrivée, Peyrefitte va aller le saluer à sa suite, on va dire ça de même, sa suite d'hôtel, et puis il va le rencontrer une autre fois, pendant son court séjour. Peut-être pour un repas. Mais il est en repos.
00:33:37:06	RT : D'accord. DV : Il est pas présent pour les rencontres. RT : D'accord. DV : Et les rencontres sont un petit peu... J'ai des souvenirs parce que j'y étais... c'est pas – je parlais de protocole, là – il n'y a plus beaucoup de protocole, là. C'est, il y a un désordre.
00:33:53:16	RT : Pourquoi ? DV : Il y a trop de matière, il y a trop de matière, puis Dorin c'est un nerveux ! Alors, écoute, ça brasse. Alors l'idée c'est, il faut, on est quasiment astreints à rédiger.
00:34:09:24	On est astreints à rédiger, ça presse. On n'a pas de temps. Ça se fait en un rien de temps, tout ça. RT : Ah d'accord. DV : Il y a pas de grosses discussions derrière chacun des points. Il pouvait avoir des grosses discussions, là. Les gens lâchaient des idées comme ça, mais les Français avaient leurs idées derrière la tête.
00:34:23:15	Il y a beaucoup de choses, sur le cinéma, sur les revues, sur les livres, les Français n'en manquent pas une ! Puis des stages dans ce domaine-là, etc. Ils ont leur stratégie. Ils sont preneurs pour pas mal de choses, les Français. RT : D'accord.

00:34:39:06	<p>DV : Écoute... c'est normal. Ils ont un intérêt. Ils nous découvrent, là. De Gaulle a donné un coup de pouce, là, mais là il y a l'accélérateur. Ils nous découvrent. Puis là, ils nous laisseront pas passer.</p> <p>RT : D'accord.</p> <p>DV : Écoute... Ils débarquent. Cette fois-ci là, ils débarquent !</p>
00:34:56:24	<p>RT : Mais, nous, de notre part aussi, nous avons des intérêts ? Est-ce que vous considérez que nos intérêts ont été bien défendus ? Ont été bien mis sur la table ?</p>
00:35:07:08	<p>DV : Bien moi je vais parler pour ce que j'ai vécu. Dès le départ de monsieur Peyrefitte, tout de suite, les Français annoncent une première mission. Comme Peyrefitte était venu donner une suite au voyage de de Gaulle, alors t'as donc une mission Legrand-Aubas qui sont annoncées pour donner des suites au procès-verbal Peyrefitte-Johnson.</p>
00:35:29:22	<p>Et puis moi entretemps, j'étais malheureux au ministère de l'Éducation et j'avais annoncé à Arthur Tremblay que j'allais partir. Et monsieur Tremblay nous voyait partir les uns après les autres, parce que j'étais pas le seul malheureux. Ça marchait pas.</p>
00:35:43:03	<p>Et donc on annonçait notre départ, et moi j'étais, je venais de lui annoncer. Alors, Arthur aimait pas ça. D'en voir un autre qui part, c'était un échec pour lui. Parce que lui, il était en situation un peu délicate. Johnson avait fait sa campagne électorale sur le dos de certains fonctionnaires, dont Arthur Tremblay. Et normalement, Arthur Tremblay, ses jours étaient comptés.</p>
00:36:02:17	<p>Donc, mais là, ça marchait pas en plus dans le Ministère. Donc quand Arthur apprend que je vais partir à mon tour, il apprend – je suis dans son bureau – et là on lui confirme que Aubas-Legrand arrivent. Arthur était comme ça. Il me regarde, il me dit : « Qu'est-ce que vous allez faire si vous partez ? » Bien j'ai dit, « Je le sais pas ! Mais là, laissez-moi partir » Bien il dit : « Me rendriez-vous un service avant de partir ? » Il dit : « J'ai deux Français qui débarquent, accepteriez-vous de piloter la mission ? Ils sont ici pour quinze jours. » Je dis « Moi, c'est parfait ! C'est parfait ! » Écoute – « c'est parfait ! », j'ai pas dit ça sur ce ton-là,</p> <p>RT : Je comprends.</p> <p>DV : Mais j'ai accepté.</p>
00:36:40:02	<p>RT : D'accord.</p> <p>DV : Donc j'ai piloté Aubas-Legrand.</p> <p>RT : Est-ce que vous – vous avez mentionné ces deux noms à quelques reprises, pouvez-vous nous rappeler leurs responsabilités brièvement ?</p> <p>DV : C'était de donner, faire un suivi à la rencontre Peyrefitte-Johnson.</p>

00:36:55:19	<p>RT : D'accord. Mais qui étaient-ils ?</p> <p>DV : Jean Aubas, mon partenaire, Jean Aubas était directeur de l'École internationale de Sèvres. D'ailleurs il a toujours été dans ce poste-là. Et Legrand était un inspecteur général au ministère de l'Éducation. Alors,</p> <p>RT : Des hauts fonctionnaires finalement.</p> <p>DV : Alors ils étaient venus chez moi une couple de fois, puis là j'avais averti les enfants... d'être polis.</p>
00:37:22:00	<p>Et puis la deuxième fois qu'ils viennent, là je dis à ma plus vieille, Marie-Hélène – Marie-France, je dis : « Là tu vas t'en souvenir, tu vas les reconnaître ? » Elle dit, « Oui, oui, c'est facile : Legrand c'est le grand et Aubas c'est le bas. »</p>
00:37:34:01	
00:37:36:09	<p>RT : Mon Dieu !</p> <p>DV : Alors ça avait été extraordinaire. Et quand la mission – là on avait passé en revue à peu près tous les contenus du procès-verbal – et là on avait décidé de créer le centre franco-qubécois de développement pédagogique. Et là, Arthur, toujours le même Arthur, ah là il s'est dit : « J'ai déjà mon directeur. » Puis comme ça avait bien fonctionné avec Aubas et Legrand, il avait tout de suite convenu que j'étais le directeur pressenti.</p>
00:37:59:28	<p>RT : Ah d'accord. Et là ça me permet justement de d'aborder le</p> <p>DV : la suite.</p> <p>RT : le centre – la suite – le centre franco-qubécois de développement pédagogique, dont vous êtes nommé co-directeur. Est-ce que vous pouvez nous rappeler, en ce qui concerne ce centre, en quoi il consistait ? Quelles étaient ses orientations ?</p>
00:38:21:11	<p>DV : Bien, la première chose qu'on souhaitait en bons pédagogues, c'était de confronter nos processus pédagogiques, nos méthodes d'enseignement. Il y avait beaucoup de choses qui étaient à la mode comme l'audiovisuel, les méthodes actives, etc. Donc de confronter là où on en était avec ce que faisaient les Français.</p>
00:38:40:28	<p>Mais concrètement, on envisageait d'échanger du matériel. Les Français d'ailleurs, ils essayaient toujours de nous vendre du matériel aussi. Mais, en tout cas, alors et là il y avait donc faire du matériel scientifique ensemble, faire de l'ouverture pour leurs ouvrages scientifiques, mais quand même au total c'était positif. Donc on allait faire ensemble des choses et puis et puis aussi pour bien vérifier la réalité de l'enseignement, échanger des jeunes professeurs. On visait des jeunes.</p>
00:39:07:09	<p>Et ça, Arthur Tremblay avait une idée que j'aimais bien : Arthur disait : « Jusqu'à aujourd'hui, on avait dans nos collèges des professeurs qui avaient fui la France, la loi Combes. Donc on a tous eu, à mon âge-là, des professeurs qui venaient de la France. Et là, il n'y en a plus. Les derniers sont en train de prendre leur retraite, de disparaître.</p>

00:39:28:07	<p>Ça nous prend une nouvelle génération, de gens, dans nos classes, qui parlent français correctement. Alors si à tous les ans on en fait venir 200, si on en envoie nous 200 en France, qui vont revenir avec une langue améliorée, peut-être qu'on aura réussi quelque chose. Et une des idées d'Arthur, c'était même pas la pédagogie, c'était la langue.</p> <p>RT : Ah d'accord. Ce qui est fondamental.</p> <p>DV : Et ça a marché. Ça a marché.</p> <p>RT : Oui, tout à fait.</p>
00:39:52:12	<p>En 1969 et 1970, vous êtes directeur de cabinet de Marcel Masse, alors ministre des Affaires intergouvernementales. Quel était alors l'état des relations entre la France et le Québec ? Parce que il y avait eu la participation du Québec en 68 aux conférences des ministres de l'Éducation à Libreville et à Paris. Et en 68 aussi, il y avait eu la création de l'Office franco-québécois pour la jeunesse; comme vous l'avez indiqué tout à l'heure, les choses étaient en effervescence.</p>
00:40:26:03	<p>Est-ce que c'était une période particulièrement difficile, compte tenu de ce que je viens de mentionner en termes de relations France-Québec ? Et aussi compte tenu du fait que Pierre-Elliott Trudeau, qui venait d'être choisi premier ministre avait des réticences assez grandes pour les relations que nous voulions et que nous entretenions avec la France ?</p>
00:40:53:11	
00:40:57:18	<p>DV : C'était une belle époque ! On peut pas s'imaginer ça aujourd'hui. Moi je vais le dire, ils étaient malades, ces gens-là. Ils étaient malades. Ce qui se passait ici, ils n'en croyaient pas leurs yeux. Alors c'était des obstacles constamment, des... il y a tellement de choses à raconter là, je rentre pas là-dedans. Mais pour eux autres, c'était invivable, mais ici on prenait ça une étape à la fois et puis la France était jamais trop certaine. La France c'est plusieurs Frances.</p>
00:41:31:15	<p>Donc il y en avait en France, un gars comme Jorgensen on était certains de lui; il y en avait il y en avait quelques-uns comme ça qu'on était certains. Il y en avait d'autres qui avaient, comme Couve de Murville, je pense que lui il était lui il était moins sûr un peu. Puis aussi il y en a qui étaient dans la grande diplomatie; nous autres on n'était pas dans ce club-là.</p>
00:41:49:05	<p>Mais il reste que, moi j'étais donc au centre franco-québécois et j'aimais ça. Écoute, un emploi idéal ! Compte tenu de ce que j'aimais ! Et puis, je connaissais Masse un petit peu, j'avais été son patron comme responsable de l'enseignement de l'histoire. Alors je l'avais bien traité comme responsable de l'enseignement de l'histoire. Quand il est allé au ministère de l'Éducation, il s'était un peu payé ma tête, parce qu'il m'appelait en tant que ministre.</p>

00:42:16:09	Un bon jour, il sort du bureau de Jean-Jacques Bertrand et il me croise dans l'ascenseur. Puis Masse il est comme ça. Il me dit : « Eh ! Faut que je te parle ! » Avant, deux minutes avant, il pensait même pas à moi, mais là il me voit dans l'ascenseur, il me dit : « Faut que je te parle ! Suis-moi ! » Ça c'est lui, hein ? « Suis-moi ! » Alors il me dit : « Je sors du bureau de Bertrand, il va me nommer ministre des Affaires intergouvernementales, ministre d'État aux Affaires intergouvernementales, j'ai besoin de toi. »
00:42:42:04	J'ai dit : « Monsieur le ministre, moi j'aime ce que je fais. On touche pas à ça. » Il dit : « Tu t'en viens avec moi. » J'ai dit : « Vous vous êtes de l'Union nationale, moi je ne suis pas Union nationale. » Il dit, « Je te demande pas ça. Tu t'en viens, puis tu resteras trop longtemps. Le temps de démarrer mon cabinet. Après ça, tu reprendras ta carrière. Mais j'ai besoin de toi. » Il avait une fixation, là, il avait besoin de moi. « Tu organises le cabinet comme tu veux. »
00:43:08:07	D'ailleurs, c'est comme ça que, comme j'avais carte blanche pour organiser le cabinet, j'avais appelé Louise Beaudoin à Paris. RT : Ah d'accord !
00:43:15:03	DV : Parce que je la voyais quand j'y allais pour mon centre franco-québécois. Elle était une étudiante de Jean Blain, moi aussi, alors on avait plein de choses à se raconter. Alors là je l'avais appelée. La dernière fois que je l'avais vue, elle m'avait dit : « Là je suis vraiment tannée, il faut que je rentre. » Fait que je l'avais appelée et je lui ai dit : « T'étais vraiment tannée, j'ai une job pour toi. » Elle est rentrée comme ça, elle a travaillé dans le cabinet de Masse d'abord. RT : Ah d'accord !
00:43:36:19	DV : Mais là, j'aurais toutes sortes de souvenirs à raconter. Donc avec Masse, Masse était très... très déterminé, très décidé et... le moindre geste qu'on posait était déjà une provocation.
00:43:49:00	Et quand on avait un fonctionnaire sur un dossier, le fédéral en mettait 10. On était – mais on pouvait fonctionner comme ça. Et quand je pars pour Paris, je vais le raconter ce bout-là. Je pars pour Paris avec Masse à l'automne 69, et donc ça se passe bien, les portes s'ouvrent, on est organisés sur le plan international. Et donc les portes s'ouvrent et puis à un moment donné là c'est étape Bruxelles.
00:44:17:00	Puis moi j'ai organisé un comité international d'historiens et géographes de langue française. Pour faire ouvrir des portes par le réseau des historiens et géographes. Donc à Bruxelles, c'est difficile à organiser, on n'a pas de délégation là. Alors organiser une tournée pour Marcel Masse, c'est par le comité international qu'on a fait ouvrir les portes. Et Masse donc était invité à l'université libre de Bruxelles, mon président était professeur de démographie à l'université libre de Bruxelles, donc on a eu une salle, on a été reçus et là Masse s'est permis de faire une allusion à égalité ou indépendance.

00:44:46:16	<p>L'ambassadeur du Canada était dans la salle. Il est parti comme une balle. Rentré dans son ambassade, communiqué avec Ottawa. J'ai trouvé il y a quelques jours, la lettre que Trudeau va envoyer à Bertrand pour se plaindre du discours de Marcel Masse. Et le plus cocasse de l'affaire, c'est que le discours, c'est moi qui l'avais écrit, avec Gilles Loïselle et un peu Louise Beaudoin, sauf que Masse, il faisait toujours ça : on lui préparait des discours, puis il mettait toujours son grain de sel quelque part. Alors le bout sur l'égalité ou indépendance, c'était lui, ça.</p> <p>RT : Ah d'accord.</p>
00:45:20:29	<p>DV : Alors ç'a donné un échange de lettres entre Trudeau et Bertrand et, bon. Mais c'est pour te dire : écoute, on fait une petite allusion dans une salle à l'université libre de Bruxelles et le premier ministre du Canada, Trudeau, fait une lettre de deux pages pour semoncer Bertrand, en lui disant : « Tu devrais surveiller ton ministre ! » Et Bertrand lui répond : « Le ministre a dit ce que je dis toujours moi-même. » Ça a été la réponse de Bertrand.</p> <p>RT : Ah magnifique, ça ! C'est magnifique ! À tous points de vue.</p>
00:45:48:25	<p>Monsieur Vaugeois, en 1970 et pour une période de 4 ans jusqu'en 1974, vous êtes directeur général des Relations internationales, au ministère des Affaires intergouvernementales du Québec. Est-ce que vous pouvez rappeler en quoi consistaient vos responsabilités comme directeur général ? Et comment vous situez cette période dans l'histoire des relations internationales du Québec avec la France ?</p>
00:46:15:17	
00:46:17:19	<p>DV : Bien d'abord, au retour de la mission que j'ai évoquée, qui s'était terminée à Bruxelles, tel que convenu, j'ai laissé ma place au Cabinet, à Jean Primeau. Et là j'ai accepté d'aller... de devenir directeur général de la Coopération avec l'extérieur.</p>
00:46:40:03	<p>Mais c'était... c'était très embrouillé, parce que monsieur Frégault avait été nommé Commissaire général, et Gaston Cholette avait été nommé, c'est un peu gênant de le mettre par-dessus Cholette qui avait des états de service importants, mais Cholette devient commissaire général adjoint, puis moi on me met directeur général de la coopération avec l'extérieur. Puis après ça dans les ministères, il y avait aussi dans certains ministères comme l'Éducation et la Culture, il y avait des services de la coopération.</p>
00:47:07:22	<p>Puis moi, quand j'étais au ministère de l'Éducation, au centre franco-québécois de développement pédagogique, j'étais intégré dans la direction de la coopération avec l'extérieur. Là on me met dans... dans cet univers là; j'ai dit non, c'est pas vrai. Vous m'aimez plus ?</p>
00:47:25:15	

00:47:26:15	<p>Alors... mais... là j'avais parlé avec monsieur Frégault, puis là j'avais parlé avec monsieur Cholette, puis j'essayais de parler avec Julien Aubert, puis mais je sentais là qu'il y avait trop de monde pour l'ouvrage à faire. Alors, et là, le bon Dieu qui m'aime, on apprend que Maurice Héroux qui était directeur général des Relations internationales, se faisait offrir un poste important par Ottawa, dans le service diplomatique, il venait de là, dans le service diplomatique canadien. Alors, il a décidé d'y aller. J'ai donc eu l'héritage de Maurice Héroux, qui était très très bien, parce que Maurice c'est un gars, un diplomate de carrière, il savait organiser son bureau, lui.</p> <p>RT : Ah d'accord !</p>
00:48:06:09	<p>DV : Alors j'ai pas eu besoin d'organiser son bureau, puis son service; d'ailleurs il avait introduit le service de Téléx, c'était déjà quelque chose de phénoménal, avant, c'était le bélineo, là, le Téléx c'était déjà une amélioration. Donc j'hérite du poste de Maurice Héroux, comme ça.</p>
00:48:22:20	<p>Sauf que là, les élections arrivent. Et là, l'Union nationale perd les élections. Là, je me dis en moi-même : « parcours de carrière tumultueux ! » Mais Gérard D. Lévesque avait eu l'occasion de m'observer comme dans l'opposition. Et tout de suite après l'élection, j'ai été le voir, j'ai dit : « Écoutez, je viens d'être nommé directeur général des Relations internationales, je pense que je me dois de vous dire que je suis prêt à partir. » Il dit : « Tu t'en vas pas, tu restes. »</p>
00:48:50:09	<p>Et j'ai fait j'ai fait les quatre ans dont tu parles, c'est des c'est des très belles années pour le ministère des Relations le ministère des Affaires intergouvernementales. C'est... moi je l'ai dit déjà précédemment, les périodes très intenses c'est de 66 à 70, pour toutes sortes de raisons, puis de 70 à 74, là encore, écoute, on réorganise les bureaux à l'étranger, je commencerai pas à énumérer, faire mon bilan, mais juste je vais prendre l'exemple de New York.</p>
00:49:19:01	<p>New York avait été créé dans les années 40, on avait oublié qu'on avait une délégation à New York. Il y a des gens là-bas qui étaient là, qui étaient fonctionnaires québécois, mais ils le savaient même plus. Ils recevaient leur chèque de paie, ça s'arrêtait là. À Londres, c'était la même chose, c'était... un peu partout sauf à Paris.</p>
00:49:33:10	<p>Et à Paris même il fallait réorganiser, parce que chaque ministère avait pris pied en France, mais c'était... Le tourisme était à un endroit, l'immigration était à un endroit, la culture était rue du Bac, etc. tout le monde était disséminé dans Paris. Donc on a vraiment réorganisé nos services à l'étranger et de façon très efficace, avec l'appui de monsieur Bourassa, l'appui des ministres concernés, l'appui de Gérard D. Lévesque, c'est une période glorieuse !</p>

00:50:01:26	Et on réorganise, et on ouvre. On ouvre des nouveaux bureaux, on ouvre Bruxelles entre autres, on réorganise Milan, on ouvre Düsseldorf etc. C'est... vraiment c'est... moi je suis très fier de cette période-là. C'est une toute petite équipe, mais qui fonctionne très bien. Romuald Miville-Deschênes, malgré son caractère bizarre, est un merveilleux chef du protocole, monsieur Bourassa a confiance en lui, il nous appuie. Et même si on est réputés être des péquistes ou des indépendantistes, il voit bien ce qui se passe avec Ottawa, puis finalement il est de notre côté. Il nous met jamais jamais de bâtons dans les roues.
00:50:37:23	RT : Le... en décembre 1974, sont signés les fameux accords Bourassa-Chirac. Est-ce que vous considérez que ces accords illustrent en un sens l'aboutissement de cette période 70-74 ? Parce que les accords Bourassa-Chirac, quand on les relie, ce que j'ai eu l'occasion de faire récemment, ils sont aussi de grande ampleur.
00:51:02:18	Ils touchent beaucoup de secteurs, le secteur économique bien sûr, le secteur culturel, le secteur linguistique de façon très approfondie. Est-ce que pour vous, ces accords sont, dans les années 70 des espèces d'accords... phares, ou... des accords de grande importance ?
00:51:25:05	DV : Écoute, d'abord ça s'est fait alors que moi j'ai eu des difficultés de carrière en 74. Après l'élection de 73, c'était pas facile. Parce que il y avait plusieurs fonctionnaires qui s'étaient présentés comme candidats péquistes, et c'était pas – donc à commencer par Claude Morin et puis Jean Taillon et quelques autres. Alors – Yves Michaud. Tu sais c'était vraiment...
00:51:48:07	Puis alors on faisait l'objet de dénonciations constantes. Puis ils avaient fait élire 102 députés libéraux; alors c'était pas facile. Quand... quand ces ententes-là, Chirac-Bourassa se font, d'après mon souvenir, ça se fait à Paris, RT : Tout à fait. Tout à fait. DV : Et... et le ministère était même pas tellement dans... dans le coup. D'après moi. RT : D'accord. DV : Le ministère était pas tellement dans le coup
00:52:14:24	et mon souvenir c'est que ça donnera pas les résultats qu'on espérait. C'était très axé sur la question linguistique et donc tu sais demander à des ingénieurs d'aller faire un tour en France dans un milieu francophone pour apprendre à travailler en français dans leur propre milieu de travail, c'est une bien bonne idée. Mais c'est pas si simple que ça.
00:52:34:26	Et puis il y avait toutes sortes de choses d'accompagnement là pour comme des centres de documentation, pour ouvrir aux Français, puis donner accès à des banques francophones. C'est des bonnes idées. Mais, en tout cas, j'ai pas vu les résultats de ça. J'ai pas vu les résultats de ça. RT : D'accord.
00:52:54:18	

00:52:55:11	<p>De 1970 à</p> <p>DV : Mais je dois dire que... comme j'avais quitté mes fonctions, monsieur Lévesque, Gérard D. donc ne voulait pas que je parte, je suis pas parti tout de suite, mais quand je suis vraiment parti, il m'a rattrapé d'une certaine façon en me en me... faisant nommer chargé de mission pour l'ACDI.</p> <p>RT : Ah d'accord.</p>
00:53:16:04	<p>DV : Alors pendant deux ans, je suis ou bien au Pérou, ou bien au Maroc. Donc ce qui a pu se passer pour Chirac-Bourassa, bien j'étais pas j'étais même pas présent physiquement... au Québec.</p> <p>RT : D'accord.</p>
00:53:28:23	<p>DV : Les bribes que j'avais, bien c'est dans le sens de ce que je t'ai dit tout à l'heure.</p> <p>RT : D'accord. Mais il y avait néanmoins de grandes ambitions dans... dans ces accords-là, c'était assez net. Il y avait beaucoup de...</p> <p>DV : Je le vois dans tes yeux.</p> <p>RT : Oui, tout à fait, tout à fait.</p> <p>DV : Oui.</p>
00:53:43:09	
00:53:45:28	<p>RT : Donc vous avez fait référence au travail que vous avez fait à l'ACDI. Vous êtes également envoyé je pense à l'Agence de coopération culturelle et technique également. À ce moment-là, est-ce que les relations entre le Québec et la France sont nuisibles entre guillemets à l'action que le Québec a au sein des organisations internationales, au sein d'agences de coopération culturelle et technique ou est-ce qu'ils sont bénéfiques ?</p>
00:54:20:05	<p>Autrement dit, comment les autres nous voient venir ? Est-ce qu'ils nous voient venir... est-ce que les autres partenaires voient venir le Québec comme étant un peu à la remorque de la France ou est-ce que le fait d'avoir des relations directes avec la France, ça nous permet de mieux agir au sein des organisations internationales ?</p>
00:54:38:02	<p>DV : Non, indéniablement, les Français nous aident. D'abord ils nous aident à tous égards. J'ai parlé précédemment des questions du protocole, mais le protocole ça englobe plein de choses.</p>
00:54:48:15	<p>Je me rappelle, entre autres, l'organisation internationale du travail, on voulait faire partie de la Délégation canadienne, il fallait toujours se disputer pour avoir notre rang, puis le domaine du travail c'est un domaine de compétence partagée. Et mais donc on voulait pas nous donner le statut qu'on voulait. Et là on parlait aux Français. On parlait aux Français pour qu'ils nous fassent une ouverture le moment venu. Pour qu'ils nous donnent comme la parole, comprends-tu ?</p>
00:55:14:29	<p>Et les Français, il y avait toujours des Français qui jouaient le jeu avec nous autres. Mais dans ce cas-là, je l'évoque, celui-là parce que quand j'ai vu que j'avais de la résistance à Ottawa, c'était ça tout le temps, à la journée longue, les samedis soirs, le dimanche, j'étais tout le temps, tout le temps, tout le temps en train de discuter, de négocier un rang, une place, etc.</p>

00:55:34:23	<p>Donc là, là on me résiste pour cette réunion à Genève. Et là je décide de laisser tomber. Puis là je dis aux gens qui doivent partir : « Vous serez des observateurs, vous prendrez les derniers sièges dans la salle là, cachez-vous ! Vous allez y aller parce que ça nous concerne, on veut être au courant. Mais cachez-vous ! Officiellement, vous avez pas de statut. » Ça commence, les réunions. On met en accusation le Canada, pour avoir emprisonné trois leaders syndicaux. RT : La fameuse... Je me souviens de ça, oui.</p>
00:56:08:14	<p>DV : Alors je reçois un Téléx de Genève, du directeur de la délégation canadienne, qui dit : « Qu'est-ce qu'on répond ? » J'ai dit à Gérard D. Lévesque : « Est-ce que je peux marquer : « Débrouillez vous ! » ? » Gérard D. Lévesque dit Oui. Vous l'avez voulu ? Courez après !</p>
00:56:26:13	<p>Mais je vais revenir à ta question plus générale. Là où il fallait qu'on mange nos croûtes nous-mêmes, c'est à l'agence de coopération. Parce que on avait pris quand même pas mal de place avec Jean-Marc Léger à l'agence de coopération. On avait pas mal de monde dans le... chez les cadres et tout.</p>
00:56:43:21	<p>Normalement, on était capables de prendre notre place. Notre problème, ça a été le statut. On a eu beaucoup de difficultés à avoir un vote d'abord à donner un sens à « gouvernement participant ». Parce que j'ai retrouvé mes documents là, jusqu'à la dernière minute, on voulait qu'on soit des suppléants.</p>
00:57:00:22	<p>Mais il reste que j'allais là moi, comme... j'étais délégué avec Michaud, donc on était deux pour... pour appuyer les deux délégués du Canada, c'était Bissonnette et Roquet, mais Michaud était merveilleux. Dans ces réunions-là, Michaud était d'une éloquence parfaite, les Africains tombaient en pâmoison quand Michaud commençait à parler. Et c'est comme ça d'ailleurs, qu'on a... qu'on a fait voter un accord pour recevoir les jeux de la Francophonie. Parce que le fédéral ne voulait pas. RT : Ah d'accord.</p>
00:57:34:18	<p>DV : Le fédéral ne voulait pas, il avait peur de ça. Et ce qui était pas accepté, c'est que les jeux se fassent un petit peu à Ottawa, un petit peu à Toronto, un petit peu au Nouveau-Brunswick, un petit peu partout, puis peut-être un petit peu à Montréal puis peut-être, peut-être à Québec pour 22 – 24 heures, là. RT : D'accord.</p>
00:57:49:11	<p>DV : Alors nous autres on a obtenu, puis j'ai retrouvé mon fameux Téléx là, un Téléx donc : Invités officiellement, les membres de l'Agence à venir célébrer les jeux de la Francophonie à Québec. RT : Ce que nous avons appelé la superfrancofête. DV : La superfrancofête. RT : D'accord.</p>

00:58:06:16	DV : Et ç'a été... les fédéraux avaient vraiment peur de ça et monsieur Bourassa s'était laissé convaincre que ça pouvait être un moment d'émotion tellement grand, que ça pouvait mobiliser la jeunesse, ça pouvait mobiliser la population, ça pouvait marcher très fort et moi je pense que si il a devancé ses élections en 73, c'est une des raisons.
00:58:24:27	Il y avait le contexte économique qu'il craignait, mais aussi il se disait : « Faire mes élections après la superfrancofête, on le sait pas ! » Et effectivement, la superfrancofête, ça a été un énorme succès, qu'on a oublié, et moi je pense que ça a pavé la voie à l'élection de novembre 76. RT : Ah d'accord. Mais nous y arrivons à l'élection de novembre 76. DV : Je savais !
00:58:45:25	RT : Le 15 novembre 1976, vous êtes élu député à l'Assemblée nationale et le parti québécois est appelé à former le gouvernement avec René Lévesque. Quel était à ce moment-là, à votre avis, l'état des relations entre le Québec et la France ? Le 15 novembre 76 là, quand vous arrivez aux Affaires, là, si vous aviez à porter un jugement global, une évaluation globale, quel était l'état de ces relations ?
00:59:14:16	DV : Je pense je pense que la France ne s'était jamais remise tout à fait de... du choc du cri du général de Gaulle. Et donc ils étaient, ils étaient divisés. Et je pense à monsieur Mitterrand en particulier...
00:59:31:06	Alors nous autres, on arrive au pouvoir. Là ils sont je pense que c'est comme nous autres, ils l'ont pas vu venir. Ils l'ont pas vu venir. Alors quel sens il faut donner à cette victoire-là ? Est-ce que c'était vraiment une victoire des indépendantistes ? Hein ? Parce que... alors la première mission qu'on fait, je suis avec Claude Morin, c'est de les rassurer, de leur dire : « Oui, oui, oui, on n'a pas changé d'idée. » C'est vrai qu'on s'est fait élire comme bon gouvernement, mais un bon gouvernement qui a une option encore qui est toujours la même. Et on avait, il était nécessaire qu'on leur dise.
01:00:05:29	RT : Mais à ce moment-là, comment vos interlocuteurs français réagissaient-ils quand vous leur disiez ce que vous venez de dire ? DV : Il faudrait demander ça à Claude Morin. Moi je pense que... il faudrait demander à Claude Morin, parce que... quand ça vient dans des réunions, ça, il y a toujours deux niveaux : il y a des réunions, après ça il y a des entretiens tête à tête, de ministre à ministre, auxquelles j'assistais pas. RT : D'accord.
01:00:26:27	DV : Donc je pourrais pas, mais... je pense que encore là, il y a des... tous les ministres sont pas... au même point. Il y en a qui... il y en a qui sont indépendantistes d'ailleurs dans... Je pense que Michel Rocard par exemple est un ardent, il y en a d'autres comme ça, mais...

01:00:48:26	Je pense que c'est ... c'est... c'est Peyrefitte qui va dire à un moment donné dans sa formule... « Allez aussi loin que possible, puis on sera là. Pour vous accompagner. »
01:01:01:03	RT : OK. D'accord. Vous êtes ministre des Affaires culturelles, de février 78 à avril 1981, et vous entreprenez plusieurs chantiers, dont le développement de tout le circuit du livre par la consolidation et la création de bibliothèques et de librairies.
01:01:16:13	Compte tenu de l'importance du livre en France et au Québec aussi, et particulièrement au Québec du livre écrit en français, quelles relations le ministère des Affaires culturelles, dont vous étiez ministre, entretient-il alors avec le ministère français qui est votre homologue ? Comment les choses se passent-elles ?
01:01:38:11	DV : Bien, en fait, le ministère français n'est pas très présent. Ce sont les entreprises françaises qui sont très présentes, qui ont un lobby extraordinaire au Quai d'Orsay ou à Matignon, je le sais pas. Mais ils sont, ils sont vraiment très très présents et c'est très important pour le gouvernement français; le rayonnement de la France par... par ses auteurs, par ses livres, etc.
01:02:03:26	Alors depuis depuis que depuis les années 60, on revient sur le dossier du livre, ça bloque toujours à une étape, c'est la propriété. Les Français tiennent beaucoup à... garder le privilège d'être d'avoir une participation dans une entreprise même si elle reçoit l'aide de l'État, en fait il y a toujours la notion d'agrément. Alors pour être agréé, avec François Cloutier, par exemple, ça commence avec 80 % de propriété québécoise, pour être agréé.
01:02:38:29	Il y a trois arrêtés ministériels en six semaines; on passe de 80 à 60 et on descend à 50. C'est clair que à chaque fois, il y a une intervention des Français et qui font qui font baisser le pourcentage. Et la grosse différence quand je vais arriver là et je m'appuie en fait sur le sommet, sur l'industrie du livre, les participants tels que Jacques Godbout et... Jacques Fortin, eux autres vont faire une proposition au sommet de 100 % de propriété québécoise. Alors là je me suis accroché à ça.
01:03:15:18	Et là les Français ont tout fait pour empêcher le 100 % de passer. Et en passant, là j'ai pu développer tout le reste : la loi du livre a pu se mettre en place, le plan de développement des bibliothèques publiques. Et quand ça a été fini, les Français qui m'avaient fait la guerre, tu peux pas t'imaginer, les Français après m'avoir fait la guerre, ils regardent aller les choses et on avait donné un élan incroyable au monde du livre, on avait donné des – d'abord on avait multiplié les bibliothèques à l'infini, on leur a donné des budgets d'acquisition et les Français se sont retrouvés gagnants.

01:03:48:06	Tellement, que le jour où je quitte la politique, un chasseur de tête qui cherche un PDG pour le CEC, qui appartient à 50 % à Hachette que j'avais indirectement combattu, c'était pas personnel là mais je combattais leur position, ils m'ont engagé ! Comme PDG. Parce que finalement ils avaient reconnu que on avait amélioré les choses avec notre action. Mais il reste que là on voyait bien le vrai visage d'une certaine France qui avait des intérêts financiers. RT : D'accord. À défendre, oui effectivement.
01:04:18:28	Entre les élections générales du 15 novembre 76 et celles du 2 décembre 85, le gouvernement de René Lévesque est aux affaires à Québec. À votre avis, avec quelques années de recul, quelles sont les étapes significatives que la France et le Québec ont franchies ensemble de 76 à 85 ?
01:04:45:02	Si vous aviez à donner quelques éléments principaux, vous avez parlé de façon élaborée de la période 66-70, 70-74, mais que s'est-il passé de 76 à 85 que nous devons retenir maintenant pour les relations entre la France et le Québec ?
01:05:07:08	
01:05:11:11	DV : Moi, je, pour me situer, je suis obligé de me situer aux... aux délégués généraux. La période de Michaud par exemple, de 79 à 83 probablement, je me souviens qu'il y a beaucoup de dossiers économiques qui vont, qui vont, qui vont débloquent. Je pense que Péchiney par exemple, c'est dans cette période-là.
01:05:37:10	Donc, je pense qu'au niveau de... dossiers surtout économiques, je pense que la coopération à laquelle j'ai vaguement fait référence dans les années 60 et 70, ça ça s'est un peu essoufflé d'après moi. Comme le centre franco-québécois de développement pédagogique là, c'est... il y a pas eu il y a pas eu un deuxième souffle.
01:06:03:19	Je pense que la plupart des organismes, même je serais curieux de vérifier les chiffres pour l'Office franco-québécois de la jeunesse; mais le sentiment que j'ai c'est que il y a un essoufflement. Mais en même temps, c'est que il y a quelque chose qui marche tout seul. On n'est plus les mêmes. Et je tiens à dire une chose, dans les effets de la coopération avec la France, il y a notre transformation.
01:06:25:13	Le temps de le dire, nous ne serons plus les mêmes. On a appris à... on a appris à s'habiller, on a appris à vivre, on a appris à boire du vin, on a appris à manger du fromage, on a appris à le fabriquer et là ça n'arrêtera plus. On change notre mode de vie. Et à tous les, à tous les soirs, c'est comme, il y a des avions qui partent à peu près à tous les quarts d'heure pour Toronto, Montréal-Toronto là, il y a des bouts de temps on n'est pas loin de ça pour Paris. Le même soir, il part des avions géants, pleins de gens qui partent pour Paris, qui en ramènent, etc. C'est inouï ce qui se passe et ça ça n'arrêtera pas et ça marche tout seul. Ça marche tout seul.

01:07:09:19	L'élan que les ententes officielles ont pu provoquer, l'élan est là et ça continue. Et à travers cet élan-là, il y a donc des gens d'affaires qui font des affaires et je pense qu'on n'a pas fait ce bilan-là.
01:07:24:06	À part de ça, c'est que, au niveau ici, je parle au niveau du mode de vie, mais au niveau administratif, au niveau de l'administration, on a beaucoup d'institutions qui doivent beaucoup à la France. Je pense, on a créé mettons la SOQUIP ou la SOQUIA, c'est sur des modèles français.
01:07:40:23	L'ENAP ça a donné ce que ça a donné, mais c'est sur un modèle français. Il y a beaucoup beaucoup d'institutions qui sont, qui ont été influencées par... par les Français. Même, l'arrivée des coopérants dont on n'a pas parlé. Les coopérants, c'est des gens d'un très haut niveau, ça. Alors quand ils arrivent ici, ils ne sont pas hautains. On pensait qu'ils – pas du tout !
01:08:00:28	Tous les coopérants que j'ai connus moi, c'est des gens qui prenaient leur place, qui étaient efficaces et qui le temps de le dire arrivaient à des hauts postes. J'en ai vu arriver à des postes de sous-ministre. Tavenas est devenu recteur de l'Université Laval : faut le faire ! Débarquer comme coopérant et devenir recteur d'université, ça veut dire que vis-à-vis les immigrants, on n'est pas si fermés que ça. Donc la contribution des Français, des coopérants en particulier, de tous ceux qui sont... même, du côté des coopérants, je me rappelle d'un nommé Perlstein. RT : Daniel Perlstein.
01:08:29:27	DV : Daniel Perlstein. Il s'est ramassé, c'est un de ceux qui nous a amenés à corriger notre façon de faire des budgets. Il y avait – il préconisait des budgets zéro. Avant on additionnait tout le temps : on prenait le budget de l'année d'avant, puis on additionnait. Avec Perlstein, il a dit : « Si on faisait le budget zéro ? » Ça veut dire qu'il faut tout rejustifier. Et j'ai vérifié avec Roch Bolduc, j'ai dit : « Est-ce qu'on peut vraiment donner un rôle à Perlstein, dans ce cas-là ? » Il dit « Oui. » Et ça c'est un exemple.
01:08:53:14	RT : D'accord. Est-ce que les relations entre les premiers ministres, les rencontres alternées des premiers ministres, qui ont commencé avec le premier ministre René Lévesque, est-ce que pour vous, ça a été une étape importante en politique ? DV : Oui. Absolument. Absolument. C'est des temps forts, ça. C'est des temps forts.
01:09:12:23	Non, écoute, merci de poser cette question. C'est clair que c'est monsieur Lévesque, comme par exemple Daniel Johnson en 67, il va aller à Paris. On lui fait ses valises, hein ? Alors, quand ça s'institutionnalise ces visites-là, c'est clair que la visite d'un premier ministre qui part pour la France, il peut pas partir les mains vides.

01:09:33:23	<p>C'est comme les échanges sur la planète là. À un moment donné on voit un chef d'état qui part pour tel pays puis qui signe 78 accords en 48 heures. J'espère que le monde pense pas que Justin Trudeau, il s'est, il a couru à gauche puis à droite pour – Trump, lui, il signe comme ça.</p> <p>RT : Oui.</p>
01:09:51:19	<p>DV : Mais non il reste, on le sait nous autres, comme fonctionnaires que il y a une préparation inouïe derrière chaque visite de chef d'état. Alors quand on décide de le faire de façon institutionnelle, il faut pas que ça soit vide. Et c'est meublé et c'est des moments de... de réamorcer la pompe, de donner un nouvel élan, d'aller chercher encore un petit peu de budget, etc. Écoute, c'est...</p>
01:10:17:22	<p>Et ça ça... pour les premiers ministres, ils sont des joueurs. Ils sont plus des spectateurs, là. Ils sont des joueurs. Ils peuvent – on parlait de Bourassa-Chirac, bien Bourassa pour lui, c'était un de ses bons coups.</p>
01:10:32:09	<p>RT : Ah mais il en a parlé d'ailleurs à plusieurs reprises, pour lui c'était très important.</p> <p>DV : C'est ça. Alors lui il devait s'informer des fois : « Ça marche-tu ? Ça marche-tu ce que j'ai fait ? »</p> <p>On disait : « Non, ça marche pas beaucoup. – Ah bon ? On va redonner un élan ! »</p>
01:10:44:28	<p>RT : D'accord. Marcel Masse, durant les dernières années de sa vie, a insisté sur le fait que les relations France-Québec, que l'on décrit comme directes et privilégiées, exceptionnelles et audacieuses, ne font plus vraiment partie du débat politique québécois et qu'il était impérieux de redonner aux relations France-Québec toute leur place dans les débats politiques, toute leur place dans la sphère publique. Est-ce que vous partagez le vœu de Marcel Masse sur ce plan-là ?</p>
01:11:20:28	<p>DV : On est rendus tellement loin de ça. Non, je pense que là on est dans un creux, on est dans un creux. Heureusement qu'on avait appris beaucoup et qu'on avait peut-être atteint l'âge adulte et qu'on est sur un erre d'aller actuellement. Mais il reste que je ne veux pas faire la référence à des gens à des personnes politiques qui sont en place, mais il reste que on est ailleurs. On est ailleurs.</p>
01:11:51:03	<p>Il faut... je pense qu'on est rendus à une étape où c'est à nous à faire un bout de chemin. Reprendre le flambeau pour réamorcer les relations de telle nature avec la France là; mettons mettons nos culottes là et puis on est équipés maintenant. On est équipés. Une chose est sûre, c'est que si un jour on votait pour l'indépendance, on a besoin d'avoir des appuis, mais c'est pas eux autres qui vont voter à notre place.</p>
01:12:15:28	<p>RT : Ça c'est sûr. Mais est-ce que, ne croyez-vous pas que ce que vous avez très bien décrit jusqu'à maintenant, le fait que au moment de la révolution tranquille, les Français nous ont apporté un appui dont, qui nous a été très utile, qui nous a transformés.</p>

01:12:34:11	Nous avons nous-mêmes pris des décisions au Québec pour faire avancer les choses dans beaucoup de domaines, est-ce que tout ça, quand on y pense, c'est pas un peu remis en question, ou à tout le moins relativisé par les grands courants de la mondialisation actuelle ?
01:12:54:17	Autrement dit, c'est que, dans les années 60 quand vous avez, 70 aussi et même un peu plus tard, quand les jeunes voulaient faire une expérience étrangère, la première le premier pays auquel ils songeaient, c'était la France et ils se rendaient en France. Aujourd'hui, les jeunes ont le choix, bien sûr qu'il y en a plusieurs qui vont encore en France dans le cadre de l'Office franco-québécois pour la jeunesse et beaucoup de Québécois y vont pour diverses fins personnelles ou professionnelles, mais néanmoins, maintenant le champ est vaste.
01:13:29:19	Les jeunes peuvent faire des études universitaires, supérieures, aux États-Unis, ailleurs en Europe à part la France, dans les pays d'Amérique latine, bon tout ça. Et c'est la même chose sur le plan économique : les marchés québécois se sont diversifiés depuis plusieurs années, donc les choses ont changé sur ce plan-là.
01:13:55:11	Est-ce que la question qu'il faut se poser n'est pas tout simplement le fait que les relations France-Québec maintenant s'inscrivent dans un contexte de mondialisation qui est très vaste, et comme vous dites, pour les relancer, ce qu'il faut, c'est que, selon vos analyses, c'est que l'initiative cette fois-ci doit venir du Québec, que nous devons mettre sur la table de nouvelles propositions, de nouvelles avenues, puisque nous avons beaucoup de choses à apporter aussi.
01:14:28:19	DV : Moi, je – la balle est dans notre camp. Mais il faut aller en France de temps en temps pour se rendre compte que, il y a encore des avions à tous les soirs qui partent pour Paris. Hein ? RT : Bien sûr, bien sûr. DV : Et puis, on n'a plus besoin de se présenter aux chauffeurs de taxi. Ils – en fait tout le monde nous connaît maintenant. RT : Exact.
01:14:47:05	DV : Tout le monde nous connaît, tout le monde nous connaît et tout le monde nous trouve bons, on est des super vedettes en France. Si nos jeunes ne vont pas plus que ça étudier en France, c'est que sur le plan administratif, on leur fait la vie impossible. Ils sont même ils sont pas capables, avant c'était le problème de la carte de séjour et la carte d'étudiant là, mais aujourd'hui ils sont pas capables de louer un appartement. Parce que le propriétaire veut pas, il n'a pas les garanties, puis, comme maintenant c'est de plus en plus des immeubles avec une gestion de grosse compagnie, c'est bloqué.

01:15:20:07	Moi je suis intervenu personnellement avec la délégation pour débloquer des dossiers de jeunes Québécois qui voulaient aller faire de la spécialisation en France. Écoute c'est, à part ça il y a trois ou quatre ans j'ai voulu faire venir le traité de Paris, l'original du traité de Paris. Bien je me suis rendu compte que, ici à Québec, il y a une espèce de... de nonchalance.
01:15:40:25	Écoute, puis même au consulat, ce n'est plus ce que c'était. Je peux pas parler contre les derniers consuls, parce que je me suis fait des amis parmi eux, mais j'ai l'impression qu'ils n'ont plus le poids que leurs prédécesseurs avaient. RT : Ah d'accord. Mais ça c'est très important, effectivement. Oui.
01:16:02:24	DV : Et par ailleurs, à Ottawa, bien l'ambassadeur il en a pris du galon. Ça nous aide pas. RT : Exact. Exact, oui c'est vrai. DV : Mais il reste qu'il y a personne qui est capable de mettre un frein au rapprochement qu'il y a avec la France et c'est pour le mieux, mais pour l'ouverture au monde je veux quand même dire que quand j'étais aux Relations internationales, j'avais j'avais un réseau d'à peu près 1 000 Québécois en Amérique latine. RT : Déjà à ce moment-là. DV : En 73 je fais une mission, à Buenos Aires puis à Santiago. RT : Il y a plus de 40 ans.
01:16:35:27	DV : Oui. Puis dans mes archives, je retrouve la correspondance avec ces gens-là. Puis il y en a qui font, par exemple quand il y a eu la le cas de Allende, on a fait venir beaucoup de Chiliens ici et qui ont fait carrière ici au Québec, qui ont entretenu un peu le courant. En Afrique, on avait des Québécois partout en Afrique ! C'est vrai que au départ il y en a plusieurs qui étaient missionnaires, mais c'était quand même des Québécois. RT : Exact.
01:17:06:16	DV : Puis on avait écoute un sacré paquet ! Il y a deux grands livres du chanoine Groulx, à mon avis : il y a <i>Notre grande aventure</i> , qui est un livre magnifique, puis <i>Le Canada français missionnaire</i> , et ça aussi c'était une réalité. <i>Le Canada français missionnaire</i> , c'est qu'on était partout.
01:17:19:17	RT : D'accord. Concernant les relations avec la France, est-ce qu'on peut résumer en faisant référence au premier ministre Jean-Pierre Raffarin, qui disait que les relations avec la France c'est non seulement des relations de gouvernement à gouvernement, d'organisme officiel à organisme officiel, mais ce sont des relations de peuple à peuple, depuis... depuis toujours, mais particulièrement depuis les années 60.
01:17:48:09	

01:17:55:12	<p>DV : Je sais pas... Je répondrai pas à votre question, mais dans tout ce que dans tout ce qu'il s'est passé entre la France et le Québec, il y a il y avait comme des réseaux parallèles; ou des réseaux peu glorieux; ou des réseaux qui auraient pu être très glorieux mais qui n'ont pas été à la hauteur de ce qu'ils auraient pu être. Comme les lieux de mémoire, par exemple.</p> <p>RT : D'accord.</p>
01:18:20:02	<p>DV : On n'a pas assez soutenu et notre gouvernement actuel est... a pas à se féliciter de grand-chose. France-Québec par exemple : c'était magique, ça. C'était magique et ça avait autant de, même plus de potentiel que l'Office franco-québécois. Parce que ça repose sur du bénévolat puis des gens organisés, puis des structures d'accueil, etc. C'est ils ont quand même eu des effets extraordinaires !</p>
01:18:42:24	<p>Et aujourd'hui, on leur a coupé les vivres. Il y a plus, moi je trouve que je suis plus sensible à... faudrait faudrait... faudrait ça nous prend un gouvernement qui y croit puis qui va – c'est des grenailles qu'il faut, mais distribuer des grenailles pour redonner des moyens à ces gens-là, pour réamorcer un peu certains mouvements. Ça nous a ça nous a vraiment beaucoup aidés, puis ça ça allait comme on dit dans la France profonde.</p> <p>RT : En dehors des grands centres.</p> <p>DV : En dehors des grands centres. Puis les gens d'influence, un peu partout.</p>
01:19:16:28	<p>RT : Tout à fait. Tout à fait. Je vous remercie. Il y a un dernier élément que je voudrais soulever avec vous. C'est le fait que les Québécois, quand ils vont en France maintenant, dénoncent souvent que les Français négligent la langue française en France, même si les Français parlent bien français en général, il reste que l'usage de la langue dans plusieurs milieux, il y a beaucoup d'exemples de ça, est moins présent, en France même et je ne mentionne pas Bruxelles pour la communauté européenne, pour l'Union européenne.</p>
01:19:47:09	<p>Est-ce que vous pensez que la contribution, la coopération pardon entre la France et le Québec peut contribuer à améliorer l'usage du français ? À la fois ici, et en France et en Europe. Est-ce que c'est un vecteur qui peut être intéressant ?</p>
01:20:08:06	<p>DV : Oui. La réponse c'est oui. La réponse c'est oui, puis la présence française dans nos médias, puis on le voit quand on écoute la radio, la télévision, on le voit bien que il y en a encore plusieurs et c'est une bénédiction. Parce que parce que il y a une dégradation de la qualité de la langue. Il faudrait revenir à la théorie d'Arthur Tremblay là, ça nous manquerait, une nouvelle génération de Français dans les postes un peu partout, dans l'administration, dans l'enseignement et dans les médias. Mais il y en a, il y en a, puis écoute... les gens traversent allègrement l'Atlantique, c'est tant mieux parce qu'on en a vraiment besoin.</p>

01:20:51:01	<p>Ce qui n'empêche pas que, à chaque fois qu'on va en France, on regrette la présence de l'anglais. Ils sont malades. Ils sont malades. Comme ils ont un complexe vis-à-vis l'anglais, quand ils réussissent à attraper un mot, ils le servent à toutes les dix minutes. Non mais c'est vrai.</p> <p>RT : Bien sûr. Je suis tout à fait de votre avis là-dessus.</p>
01:21:06:17	<p>DV : Tandis que nous autres, comme on en parle un peu, bien on le met de côté quand on arrive en France. On n'a pas besoin d'en faire l'étalage. Mais c'est ça c'est décourageant ! Et puis là ils se forcent, puis ils nous sortent un mot anglais, c'est quoi là ? T'as pas un mot français pour ça ? Mais moi écoute, je ne me gêne pas. Je pense que les Québécois ne devraient pas se gêner.</p> <p>RT : Non, mais en général, on ne se gêne pas beaucoup là-dessus.</p>
01:21:26:15	<p>DV : Faut dire que il y a un Président qui est en train de corriger un peu sa trajectoire, le président de la France là, mais en partant c'était pas un modèle.</p> <p>RT : Exact, oui, tout à fait.</p> <p>DV : C'est comme le nôtre, notre premier ministre, en partant c'était pas un modèle.</p> <p>RT : Tout à fait. Je voudrais...</p> <p>DV : Je pense que là on est en train d'avoir un nouveau premier ministre, hein ?</p>
01:21:43:27	<p>RT : Oui, c'est ça. Exact, exact. Je terminerais en faisant état en mon sens d'un vœu de Charles de Gaulle qui résume très très bien l'entrevue que vous avez accordée et je vous en remercie, c'est le toast de Charles de Gaulle à l'intention du premier ministre Jean Lesage lors de l'ouverture de la délégation du Québec à Paris le 5 octobre 1961.</p>
01:22:12:01	<p>Charles de Gaulle disait ceci et je crois que ça peut nous inspirer pour la suite des choses : « Il s'agit, cette fois, non point seulement de sentiments à partager, mais bien de choses à faire ensemble. »</p> <p>DV : Oui.</p>
01:22:28:23	<p>RT : Alors je vous remercie beaucoup monsieur Vaugeois de nous avoir accordé l'entrevue et comme c'est le cas pour chaque entrevue, l'entrevue est non seulement captée de façon audiovisuelle, mais elle sera aussi retranscrite pour que les gens puissent en prendre également connaissance par écrit. Alors merci beaucoup et puis je vous dis au revoir et à très bientôt.</p> <p>DV : Merci, au revoir.</p>
01:22:58:15	